



Intervention de Jean-Marc CLERY - FSU -

Le rapport qui nous est présenté aujourd'hui est d'une rare qualité et bien qu'il soit par sa nature même limité à une séquence de temps déterminée, il est sûr qu'il fera date dans les travaux de notre CESER.

Il faut en remercier toutes les contributrices-eurs et bien sûr les trois co-rapporteur-es qui ont porté ce rapport et animé nos séances de travail. Il faut aussi remercier tout spécialement Pierre Yacger pour l'énorme travail de rédaction qu'il a accompli depuis des semaines, et surtout pour la qualité et la finesse des propositions qu'il nous a faites pour faire avancer le texte. Il faut enfin saluer Patrick Caré, notre Président, qui a lancé ce projet avec son énergie et sa conviction habituelles et qui a su convaincre celles et ceux qui s'interrogeaient sur l'opportunité, voire sur la possibilité même de produire un tel travail en un temps aussi court et à chaud alors que la crise est loin d'être arrivée à son terme.

Ce document est précieux, pas seulement en raison de la richesse des analyses qu'on y trouve, mais aussi par l'attention humaniste qu'il porte aux situations vécues par les personnes, tout spécialement par celles et ceux de nos concitoyen-nes qui ont le plus souffert de cette crise ou qui ont encore à en souffrir : les personnes isolées, fragiles, les travailleuses-eurs qu'on a appelé les « *premiers de corvée* », les malades, les familles touchées, voire endeuillées par la maladie d'un-e proche. Le texte n'oublie pas, bien sûr, la situation particulière des personnes âgées, mais il a su aussi faire place au vécu des jeunes et même des plus jeunes, les petits, dont on ne sait pas encore très bien quelles traces cette période leur aura laissées.

Les échanges qui ont rendu ce texte possible ont été très riches, souvent animés. Sur plusieurs points des positions divergentes se sont exprimées – sur l'efficacité des « *politiques de l'offre* » ou le bien-fondé des appels à recommencer à consommer, ou encore sur la « *modernisation* » de l'action publique, voire sur le sens à donner aux notions de *souveraineté industrielle* ou *alimentaire*. Ces débats mériteraient d'être poursuivis. La FSU plaide depuis longtemps pour donner davantage de visibilité aux positions divergentes qui s'expriment dans le CESER, convaincue que notre assemblée trouverait là matière à instruire avec tout son savoir-faire les débats qui traversent la société.

Conformément au cadre qu'il s'est fixé, notre groupe de travail n'a pu que tracer à grands traits « *l'après Covid* » en envisageant seulement quelques lignes directrices susceptibles d'articuler les réponses immédiates à la crise et les politiques de plus long terme. Logiquement ces lignes directrices - développées dans le titre 2.3 - reprennent les priorités que le CESER a défendues dans ses différentes contributions aux débats autour du SRADDET et de la *Breizh Cop* mais aussi dans le débat provoqué par le mouvement social des « *Gilets jaunes* ». Si les exigences en matière de relocalisation de la production industrielle, d'*éco-socio-conditionnalité* des aides, ou encore de présence des services publics dans nos territoires n'ont rien de nouveau, leur rappel revêt aujourd'hui une acuité particulière.

Elles posent toutes, évidemment la question de la capacité d'agir de la Région, et de peser, dans un environnement économique et politique qui dépasse souvent les limites de la Bretagne.

Parmi ces priorités la FSU en retient une qu'elle porte avec une conviction particulière, c'est la priorité à accorder à la jeunesse. Les jeunes, salarié-es ou en recherche d'emploi ont été et sont particulièrement touché-es par les effets de la crise. En janvier 2020 l'INJEP rappelait que si depuis la fin des années 70 la part des personnes pauvres a été divisée par deux pour les plus de 65 ans, elle a été multipliée par deux pour les moins de 25 ans et que les jeunes sont aujourd'hui la catégorie de la population la plus touchée par la pauvreté monétaire (parmi les 18-29 ans une personne sur cinq est pauvre).

Les jeunes ne sont pas oublié-es dans le plan d'action de la Région et dans ses *Orientations* pour 2021. Le Plan national #1JEUNE1SOLUTION comporte également un certain nombre de mesures en faveur de l'insertion ou de l'accompagnement des jeunes sorti-es du système scolaire et les plus éloigné-es de la

formation. Sur ce point, la FSU entend d'ailleurs suivre de près la déclinaison régionale de ce *Plan* dans le cadre des travaux du CREFOP, en particulier les mesures concernant l'offre de formation et les places supplémentaires annoncées pour les Lycées professionnels publics. Et elle attend bien sûr que la Région pèse pour que ces annonces se concrétisent sans tarder.

Mais les mesures d'urgence pour la jeunesse ne peuvent être uniquement considérées sous l'angle de la *relation formation-emploi*. Il faut prendre en considération la totalité des besoins des jeunes, en particulier leurs difficultés, sociales, de santé, de logement, d'alimentation, qu'i-els soient salarié-es, demandeuses-eurs d'emploi, étudiant-es, ou encore à l'école.

Pour les scolaires, le renforcement du repérage des situations de décrochage est nécessaire, mais c'est bien sûr la prévention de celui-ci qui doit primer. Pour cela la difficulté sociale des familles est un facteur essentiel à prendre en compte : le récent sondage IPSOS-Secours Populaire sur la pauvreté au temps de la Covid fait état de 20 % de familles aujourd'hui dans l'incapacité de payer la cantine scolaire. Répondre à l'urgence pour la jeunesse c'est aussi répondre à cette difficulté-là – pour la FSU cela veut dire rendre accessible à tou-tes les élèves les cantines comme les transports collectifs.

Pour être soutenu-es les élèves ont également besoin d'équipes pluri-professionnelles complètes avec des enseignant-es mais aussi des CPE, des infirmier-es, des assistants sociaux, des conseillers d'orientation-psychologues en nombre suffisant dans tous les établissements. Le manque criant de ces personnels du fait du sous-investissement scolaire imposé depuis des années par les politiques nationales n'est plus tolérable. La FSU n'est pas favorable aux logiques de contractualisation et de différenciation qui provoquent des ruptures d'égalité sur le territoire, mais la situation ne peut plus durer. La Région a l'expérience d'une contractualisation plutôt positive dans le cadre de la *Convention pour les langues de Bretagne* qui définit dans un cadre pluriannuel des objectifs en termes de postes à créer et d'ouvertures de filières. Puisque l'exécutif régional entend faire avancer l'idée de contractualisation et puisqu'il n'est pas sans moyens pour peser face à l'État, il ne devrait peut-être pas s'interdire d'explorer cette piste pour répondre aux besoins des lycéen-es.